

Disparitions inquiétantes de mineurs isolés étrangers !

Laurent, Alidor, Imaïlda, Ali, Dijibril, Mondeh, Joël, Rachel, Arnaud, Chérif, Gédéon, Chacha, Dieu, Sékou, Jean-Baptiste, Diakhoumba, Trésor, Djire, Ibrahima, Marie-Jeanne, Pricila,...

21 jeunes sont porté(e)s disparu(e)s

depuis l'été 2012...

Elle s'allonge dangereusement la liste des jeunes dont le Conseil Général du Loiret avait la charge et pour lesquels il a failli en refusant de leur porter assistance.

Où sont-elles ? Où sont-ils ? ? Qui les a vus en dernier ? A-t-on recherché ces jeunes ?

Voilà les questions auxquelles la majorité du Conseil Général du Loiret et son président Eric Doligé devront répondre. Eux et la direction de l'Aide Sociale à l'Enfance ont abandonné ces enfants. Ils les ont laissés sans encadrement, sans scolarité, sans entretien.

Le Conseil Général, dans la gestion de ces jeunes, a montré toute son inconséquence, sa cruauté, et une indignité sans égale, avec la complicité de la justice et de l'administration préfectorale.

Certains de ces jeunes, dont des filles ayant parfois moins de 16 ans, ont fait part de situations gravissimes subies à leur arrivée en France et au sujet desquelles elles ont demandé aide à ces adultes dont le devoir était de les protéger. Mais les différentes fins de non recevoir de ces élus, hauts responsables de l'ASE et juges les ont mises dans une situation telle qu'aujourd'hui nous avons les plus grandes inquiétudes par rapport à leur disparition.

Oui, nous sommes inquiets pour ces jeunes ! Dans quelles mains sont-ils tombés : sectes ? Organisations mafieuses ? Ont-ils été arrêtés et expulsés ? Sont-ils devenus, à leur majorité, des sans-papiers clandestins ?

Le Conseil Général du Loiret et son président indigne se flattent régulièrement de leur volonté de lutter contre les sectes et autres organisations mafieuses.

Dans la gestion des mineurs isolés, ils démontrent qu'il n'en est rien. Certains peuvent même proclamer qu'ils en sont les pourvoyeurs.

Il faut retrouver rapidement ces jeunes. Faisons pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils prennent la mesure de la catastrophe.

Il faut mettre fin au sort qui est imposé à ces jeunes. Il faut leur donner un cadre social et éducatif correspondant à leur minorité.

Les responsables doivent rendre des comptes !

RASSEMBLEMENT DEVANT LA PREFECTURE

Vendredi 31 Janvier

à 17h30